



Comptes Économiques  
Rapides pour l'Outre-mer

**Insee**  
Mesurer pour comprendre

**iEDOM**  
BANQUE DE FRANCE-EUROSISTÈME  
EN OUTRE-MER

**AFD**  
AGENCE FRANÇAISE  
DE DÉVELOPPEMENT

## Comptes économiques rapides de la Martinique en 2025 La croissance économique martiniquaise stagne en 2025

**En 2025, l'économie martiniquaise stagne, après une croissance faible en 2024 et en 2023. L'investissement global poursuit son recul et pèse sur l'activité, sous l'effet de la baisse de l'investissement public comme privé. À l'inverse, soutenue par le ralentissement de l'inflation, la consommation des ménages progresse et constitue le principal moteur de la croissance. Cette dynamique reste toutefois limitée par un marché du travail fragilisé. Le volume des échanges extérieurs est en repli. Les importations de biens et services diminuent, en lien avec la baisse des achats de produits pétroliers. Les exportations reculent légèrement : la hausse des exportations de produits pétroliers raffinés ne suffisant pas à compenser la baisse des dépenses touristiques ni celle des exportations de biens manufacturés et de produits agroalimentaires. Enfin, la consommation publique stagne après avoir été le principal contributeur à la croissance en 2024.**

En 2025, le Produit intérieur brut (PIB) de la Martinique stagne (+0,1 % en volume), après une croissance faible en 2024 (+0,3 %) (figure 1). La croissance ralentit également en France, mais demeure plus élevée (+0,8 % après +1,5 % en 2024) (figure 2). [références bibliographiques (1), 2026].

### 1. Le PIB et ses principales composantes (en %)

Composante du PIB en 2025	Évolution en volume aux prix de l'année précédente	PIB (en millions d'euros courants)	Évolution des prix	Évolution en valeur	Contribution à la croissance (en points)
Produit intérieur brut	0,1	11 148	1,5	1,6	0,1
Consommation des ménages	1,0	6 932	1,1	2,1	0,6
Consommation des administrations publiques	-0,1	4 898	2,4	2,3	0,0
Investissement	-6,0	1 805	1,9	-4,2	-1,0
Imports de biens et services	-0,6	3 852	2,1	1,5	0,2
Exports de biens et services	-0,2	1 322	1,1	0,9	0,0
Variations de stocks	nd	43	nd	nd	0,3

nd : non disponible

Lecture : En 2025, le PIB de la Martinique augmente de 0,1 % en volume (hors effet prix) par rapport à 2024. Sources : Cerom, Comptes rapides.

### 2. Taux de croissance du PIB en volume (en %)



\* chiffres révisés en 2026

Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; Cerom, Comptes rapides.

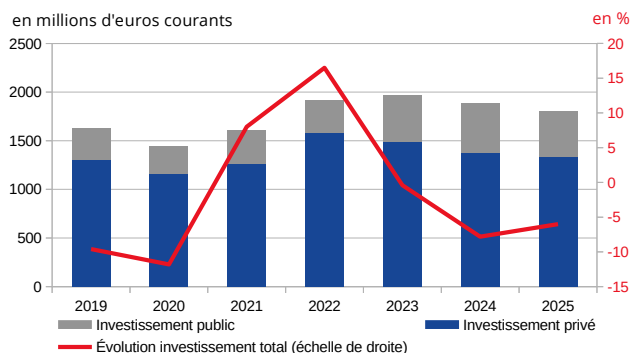
Depuis 2015, le nombre d'habitants de la Martinique diminue de 0,6 % en moyenne par an. Cette baisse de la population se traduit par une hausse du PIB par habitant de 0,3 % en volume. En 2025, il s'établit à 31 000 euros par habitant.

À titre de comparaison, il atteint 29 500 euros en Guadeloupe, 18 500 euros en Guyane et 43 400 euros au niveau national.

### Le recul de l'investissement freine la croissance

L'investissement global décline (-6,0 % en volume) et constitue l'unique composante du PIB contribuant négativement à la croissance (-1 point). Cette baisse s'explique principalement par le repli de l'investissement dans la construction (-8,5 % en volume). En valeur, l'investissement privé qui représente trois-quarts de l'ensemble, baisse de 3,3 % (figure 3). Après plusieurs années de hausse, les encours de crédits à l'investissement des entreprises diminuent (-2,0 % en 2025). Du côté des ménages, la hausse des encours de crédits à l'habitat ralentit nettement (+0,7 % en 2025 contre +4,1 % en 2024). L'investissement public se replie également (-6,7 % en valeur, contre +5,0 % en 2024).

#### 3. Montant des investissements privé et public (en millions d'euros) et évolution de l'investissement total en volume (en %)



Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; Cerom, Comptes rapides.

### L'inflation ralentit sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie

En 2025, l'inflation ralentit en Martinique : les prix à la consommation augmentent en moyenne de 1,1 %, un rythme moins soutenu qu'en 2024 (+2,8 %) [références bibliographiques (2), 2026]. Elle reste supérieure au niveau national (+0,9 % après +2,0 % en 2024). Après plusieurs années de fortes hausses entre 2021 et 2024, les prix de l'énergie diminuent (-4,9 % en 2025, contre +6,1 % en 2024). Leur baisse contribue à réduire l'inflation de 0,4 point. Elle s'explique principalement par le recul des tarifs de l'électricité, alors que le prix des produits pétroliers demeure globalement stable. Le ralentissement de l'inflation résulte également d'une progression moins soutenue des prix de l'alimentation en 2025 (+1,2 % après +3,6 % en 2024), dans un contexte de mise en place du nouveau protocole d'accord de lutte contre la vie chère. De même, les prix des produits manufacturés augmentent moins fortement qu'en 2024 (+0,5 % après +1,4 %). Les prix des services croissent, quant à eux, à un rythme comparable à celui de

l'année précédente et constituent le principal moteur de la hausse des prix en 2025. Ils contribuent à hauteur de 1,2 point à l'inflation, notamment les services divers (+0,7 point, +3,2 %), tels que les soins personnels, la protection sociale, les assurances et les services financiers.

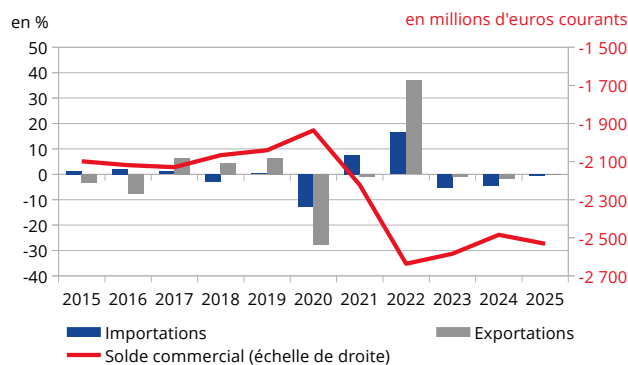
### La consommation des ménages repart légèrement à la hausse

En 2025, la consommation des ménages augmente de 1,0 % en volume, après une fin d'année 2024 marquée par la crise sociale contre la vie chère (-0,1 % en volume en 2024). Elle constitue le principal moteur de la croissance, à laquelle elle contribue à hauteur de 0,6 point. Cette dynamique est soutenue par le ralentissement de l'inflation qui réduit la pression exercée sur le pouvoir d'achat des ménages. Par ailleurs, le crédit bancaire continue d'accompagner la consommation, dans un contexte de baisse des coûts de financement : les encours de crédits à la consommation poursuivent leur hausse (+4,2 % en 2025, après +3,3 % en 2024) [références bibliographiques (3), 2026]. Pour autant, la hausse des prix sur le marché automobile participe à la hausse des crédits à la consommation. La consommation des ménages reste toutefois freinée par la dégradation du marché du travail. L'emploi salarié recule de 0,4 % en 2025 (après -0,5 % en 2024), en particulier dans le secteur privé (-0,7 %) qui concentre près des deux tiers de l'emploi salarié.

### Les importations sont en léger repli, tirées par la baisse des produits pétroliers

En 2025, les importations de biens et de services diminuent légèrement (-0,6 % en volume) (figure 4). Cette évolution s'explique en grande partie par le repli des achats de produits pétroliers : les importations de pétrole brut et de produits raffinés diminuent respectivement de 10,8 % et 12,7 % en volume. Hors produits pétroliers, les importations sont orientées à la hausse (+0,9 %), dont les principaux contributeurs sont les produits manufacturés (+1,3 %) et les produits agroalimentaires (+3,9 %).

#### 4. Évolution des importations et des exportations en volume (en%) et du solde commercial en valeur (en millions d'euros)



Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; Cerom, Comptes rapides.

## Hors produits pétroliers, les exportations diminuent nettement

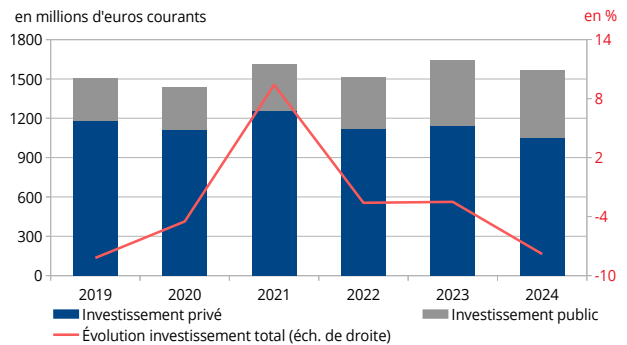
En 2025, les exportations de biens et services reculent légèrement (-0,2 %) après deux années consécutives de repli plus important. En particulier, les exportations de biens hors produits pétroliers, diminuent nettement (-10,4 % en volume). Ce repli s'explique principalement par les exportations de biens manufacturés et de produits agroalimentaires (hors sucre et rhum) qui diminuent respectivement de 22,9 % et 10,6 % en volume. À l'inverse, les exportations de bananes augmentent de 3,6 % en volume. Toutefois, cette baisse globale des exportations est atténuée par le dynamisme des ventes de produits pétroliers raffinés, essentiellement vers la Guadeloupe et la Guyane, qui progressent fortement (+23,0 % en volume), après avoir nettement chuté en 2024, suite à la fermeture temporaire de la raffinerie.

Au final, le déficit commercial de la Martinique se creuse de près de 50 millions d'euros en 2025. En effet, même si les importations et les exportations de biens et services reculent légèrement en volume, la hausse des prix les maintient en hausse en valeur, avec un effet plus important pour les importations qui restent à un niveau près de trois fois supérieur aux exportations.

## La baisse des dépenses touristiques pèse sur les exportations

Comptabilisées comme des exportations de services, les dépenses touristiques reculent de 1,4 % en Martinique, pour atteindre 587 millions d'euros en 2025, contribuant à la baisse globale des exportations. Cette diminution s'explique par la baisse des dépenses des touristes de séjour (-1,0 %), principaux contributeurs sur place. À l'inverse, les dépenses des croisiéristes augmentent de 8,9 %, mais leur contribution reste marginale (2,7 % des recettes totales). Toutefois, cette baisse des dépenses ne traduit pas un recul de la fréquentation touristique. Celle-ci augmente de 4,2 %, soutenue à la fois par la hausse du trafic aérien et par l'augmentation du nombre de croisiéristes. Le nombre de passagers à l'aéroport Aimé Césaire progresse de 2,3 % pour atteindre 1,9 million de passagers en 2025, en lien avec le développement des liaisons internationales. Parallèlement, le nombre de croisiéristes augmente de 20,0 %, porté par l'accueil de navires de plus grande capacité. Ainsi, la diminution des dépenses pourrait s'expliquer par une évolution de leur structure, marquée par le recul de la part consacrée à l'hébergement (35 % en 2025, contre 42 % en 2024). Dans le même temps, la fréquentation hôtelière se replie, avec une baisse des nuitées de 6,4 % sur un an. Hors hébergement, les dépenses touristiques augmentent de 10,9 %.

## 5. Montant des dépenses des touristes et des autres exportations (en millions d'euros)



Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; Cerom, Comptes rapides.

## La consommation publique marque le pas

En 2025, la consommation publique stagne (-0,1 % en volume), après une hausse de 2,1 % en 2024. Dans le détail, les dépenses de l'administration publique diminuent de 2,1 % en volume, en lien avec une baisse de l'emploi public (-0,9 %). De même, les dépenses de l'enseignement diminuent de 1,3 % en volume, sous l'effet d'une baisse des effectifs salariés dans l'éducation (-1,2 %), associée à la diminution des effectifs scolarisés. À l'inverse, les dépenses de consommation dans le secteur de la santé croissent de 1,2 % en volume. Cette augmentation s'explique par une hausse des effectifs (+3,1 %), en partie liée au vieillissement de la population, qui se traduit par un besoin accru en soins et en personnel soignant.

## Définitions

Le **Produit intérieur brut (PIB)** mesure la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est publié en volume et en valeur.

L'**évolution en volume ou en « euros constants »** permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit la croissance de l'économie.

L'**évolution du prix du PIB** mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'**évolution globale** (volume et prix) fournit l'évolution du PIB en valeur.

Les **importations**, qui par définition ne sont pas produites sur le territoire, sont comptabilisées en négatif dans le calcul du PIB.

Les **dépenses touristiques** sont comptabilisées en exportations et hors billets d'avion.

## Méthodologie

### Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produits par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'Iedom dans le cadre du projet Cerom, les comptes rapides reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas des comptes définitifs : les estimations pourront faire l'objet d'une révision à chaque campagne jusqu'à ce que la totalité des données de l'année soient connues.

### Les comptes économiques sont en « base 2020 »

Depuis 2024, les comptes économiques sont réalisés en base 2020. Les changements de base sont opérés régulièrement afin de tenir compte de l'évolution du fonctionnement de l'économie. La base 2014 intègre les modifications conceptuelles et méthodologiques introduites par la mise à jour du Système européen des comptes paru en 2010 (SEC 2010). En particulier, le champ des dépenses comptabilisées en investissements est élargi pour inclure les dépenses en recherche et développement, ainsi que les systèmes d'armes. Le trafic de stupéfiants et la production de la banque centrale sont également pris en compte. La base 2020 n'intègre pas de changement conceptuel pour les départements des Antilles-Guyane mais corrige certaines méthodes et apporte des améliorations qualitatives telles que la refonte du traitement des données comptables des entreprises.

Les indicateurs présentés sont issus de comptes régionaux annuels définitifs jusqu'en 2021, provisoires pour 2022, puis d'estimations issues du modèle Tablo pour les années 2023 à 2025.

## Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie

Le modèle Tablo utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Aux Antilles-Guyane, ce modèle est construit avec 24 branches et 24 produits. Le modèle s'appuie sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la comptabilité nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

## Références bibliographiques

- (1) Equienta J., Héam J.-C., Meinzel P. (Insee), « [Les comptes de la Nation en 2025 : Le PIB ralentit et le pouvoir d'achat des ménages se replie](#) », Insee Références avril 2026.
- (2) Chieze Devivier V., Darsoulant Y, Mouty P., Raffy G. (Insee), « [En 2025, la conjoncture économique se dégrade en Martinique](#) », Insee Conjoncture Martinique N°39, avril 2026.
- (3) Boileau A., Coyan É., Gosmas M., Luis C. (Iedom), « [Une économie stabilisée, mais sans nouveau souffle](#) », Synthèse annuelle Martinique 2025, avril 2026.



### Partenariat

Le partenariat pour les Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer (Cerom) réunit, depuis 2004, les Instituts d'émission (IEDOM-IEOM), l'Agence française de développement (AFD), et les instituts de statistique intervenant dans les Départements et Collectivités d'Outre-mer : l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) pour les DROM, l'ISÉE pour la Nouvelle-Calédonie et l'ISPF pour la Polynésie française. Il a pour objectifs l'élaboration des comptes rapides, la modélisation de l'évolution des économies et la publication d'analyses macro-économiques ou thématiques sur les départements et collectivités d'Outre-mer.

### Pour en savoir plus

« [Les comptes économiques de la Martinique](#) » consultables sur les sites du CEROM et de l'Insee.

« [La croissance économique est portée par le secteur public](#) », Insee Analyses Martinique n°79, septembre 2025.

« [En 2021, la dépense publique et la consommation des ménages soutiennent la croissance en Martinique](#) », Insee Flash Martinique n°230, février 2026.

« [Rapport annuel économique de la Martinique 2025](#) », consultable sur le site de l'iedom.